



**Die Gewerkschaft.
Le Syndicat.
Il Sindacato.**

Conférence de presse de l'USS, le 6 juillet 2020

Renforcer le pouvoir d'achat pour contrer les licenciements à venir

Vania Alleva, présidente du syndicat Unia, vice-présidente de l'USS

Dans l'ombre de la pandémie du Covid-19, la mentalité du profit menace de creuser encore davantage les fossés sociaux. Au lieu de cela, il faut un changement politique fondamental pour plus de justice sociale.

L'inégalité sociale en Suisse s'était déjà accentuée avant la crise du Covid-19. Dans son « étude sur les écarts salariaux », Unia a démontré que les personnes aux plus hauts revenus dans les 37 plus grands groupes de Suisse ont empoché l'année dernière pas moins de 148 fois plus que les salarié-e-s ordinaires. Les versements aux actionnaires (dividendes et rachats d'actions) ont aussi continué à augmenter en 2019. Ils se sont élevés au total à 63 milliards de francs. Le cas le plus extrême est celui d'EMS-Chemie où les trois filles de Christoph Blocher se sont versé 326 millions de francs de dividendes : c'est bien plus que la totalité des salaires des 2800 employé-e-s.

Le Covid-19 ne doit pas créer encore plus d'inégalité sociale !

La crise du Covid-19 menace à présent d'aggraver ce déséquilibre. Parmi les groupes examinés, sept bénéficient certes de l'indemnité en cas de réduction de l'horaire de travail en raison du coronavirus, mais ont versé près de 4 milliards de francs de dividendes pendant la crise. Cinq d'entre eux ont même augmenté les paiements de dividendes par rapport à l'année précédente.

Pendant ce temps, les salarié-e-s ordinaires paient le prix fort : en Suisse, plus de deux millions d'employé-e-s ont été annoncés au chômage partiel. Les personnes concernées ne reçoivent très souvent que 80% de leur salaire habituel. Pour beaucoup, cette perte de salaire est difficilement supportable. Surtout lorsque le salaire est déjà bas en temps normal. Toute personne qui travaille dans l'hôtellerie-restauration gagne en moyenne 4060 francs par mois (brut x13). Avec 20% en moins, il reste un salaire de 3250 francs ! Dans le commerce de détail où il n'existe pas de salaire minimum de branche, un grand nombre de vendeuses et vendeurs au chômage partiel doivent s'en sortir avec 3000 francs, voire beaucoup moins en cas de travail à temps partiel, comme cela est très répandu dans la branche.

Des salaires aussi bas ne suffisent pas pour garder la tête hors de l'eau. Et pour les familles avec enfants, la situation est vraiment préoccupante. Dans le pays riche qu'est la Suisse, 144 000 enfants étaient touchés par la pauvreté déjà avant le Covid-19. Cette situation scandaleuse ne doit pas encore s'aggraver. C'est pourquoi, avec l'appel « Pour une sortie de crise solidaire », nous faisons pression pour que les salaires jusqu'à 5000 francs net soient compensés à 100% avec l'indemnité pour réduction de l'horaire de travail. Et pour que les milliards de francs de réserves des caisses maladie profitent désormais à celles et ceux qui en ont le plus besoin.

Contre la menace d'une vague de licenciements

Cela est d'autant plus urgent que le chômage augmente déjà de façon vertigineuse, comme le montrent les exemples suivants : « je travaille comme poseur d'affiches pour une entreprise qui fait de la publicité pour des événements culturels. En mars, l'employeur a demandé le chômage partiel pour tous les employé-e-s. Mais entre-temps, certains ont été licenciés. J'ai aussi reçu mon congé. » ... « Ma compagne travaille dans une petite PME de la branche de la restauration. Cette entreprise a certes fait appel au chômage partiel, mais ma compagne a quand même été licenciée. Que peut-elle faire ? » ... « Je travaille dans un bar. Le chef a licencié une collègue employée à plein temps alors qu'il avait demandé le chômage partiel pour nous. Je crains que le bar continue à percevoir l'indemnité de l'assurance. »

La hotline d'Unia a enregistré des centaines de demandes de ce genre. Et ce n'est que la pointe de l'iceberg. Le pire reste à venir. Nous sommes menacés par une vague massive de licenciements, car il n'existe en Suisse pratiquement pas de protection contre le licenciement et il est facile de procéder à des licenciements collectifs. A l'exemple de l'entreprise américaine XPO Logistics : en mars, elle a demandé le chômage partiel pour son personnel à Satigny, près de Genève, afin d'économiser des coûts salariaux et, en mai, elle a annoncé le licenciement collectif de ses 32 employé-e-s. Le groupe se porte si bien qu'il verse cette année un salaire de 9,9 millions de dollars au CEO Bradley Jacobs et lui accorde une « prime de prestations » de plus de 25 millions de dollars sous forme d'options sur actions. Toutefois, il ne devrait pas y avoir de plan social pour le personnel. Les employé-e-s se sont maintenant mis en grève, avec le soutien d'Unia, pour faire valoir leurs droits.

Cet abus au détriment des employé-e-s ne doit pas faire école dans la crise du Covid-19. Unia demande l'arrêt des licenciements dans les entreprises qui ont bénéficié d'un soutien de l'Etat. Par ailleurs, la Confédération doit enfin agir pour améliorer la protection contre le licenciement en Suisse. Et si des licenciements sont quand même prononcés, les entreprises doivent rembourser l'aide dont elles ont bénéficié durant la crise.

Pour une sortie de crise solidaire

Les développements de ces dernières semaines ont clairement démontré que la pandémie du Covid-19 est loin d'être terminée, en Suisse comme ailleurs dans le monde. Les coûts sociaux qui en résultent ne peuvent pas encore être estimés de façon précise. Ce qu'il faut, c'est plus de sécurité sociale et de solidarité dans la société. Empêcher le chômage et la détresse sociale, **revaloriser les métiers à bas salaires et renforcer le pouvoir d'achat, ainsi qu'un programme conjoncturel durable pour la reconversion écosociale sont une nécessité absolue.**

La politique néolibérale a rendu beaucoup de personnes pauvres et vulnérables, a creusé les inégalités sociales et détruit l'environnement. Nous ne pouvons simplement pas nous permettre une nouvelle dégradation. Pour éviter une catastrophe sociale et trouver une issue à la crise, un changement politique fondamental est nécessaire : la priorité doit être donnée non pas à la recherche du profit, mais aux individus et à leur droit à une vie décente.